

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/275/Rev.1

31 juillet 2001

(01-3847)

Conseil du commerce des marchandises

PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE POUR L'ÉLIMINATION DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE NOTIFIÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

ARGENTINE

Projet de décision

Révision

Le Conseil du commerce des marchandises,

Eu égard à l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC);

Considérant que le Conseil du commerce des marchandises peut proroger la période de transition prévue pour l'élimination des MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC pour un pays en développement Membre qui démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions dudit accord;

Prenant note de la demande présentée par l'Argentine en vue d'obtenir une prorogation de sept ans de la période de transition en ce qui concerne la MIC notifiée conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC (G/C/W/176 et Corr.1);

Tenant compte des besoins individuels de l'Argentine en matière de développement, de finances et de commerce;

Considérant que l'Argentine a démontré qu'elle rencontrait des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC;

Considérant que l'Argentine s'engage à éliminer cette MIC restante;

Décide ce qui suit:

1. La période de transition prévue dans l'Accord sur les MIC est prorogée pour l'Argentine jusqu'au 31 décembre 2001 en ce qui concerne la MIC pour laquelle elle a demandé une prorogation de la période de transition.
2. L'Argentine peut demander une prorogation additionnelle d'une durée ne dépassant pas deux ans à compter du 1^{er} janvier 2002. Toute demande de prorogation de ce type indiquera les difficultés particulières, d'ordre interne ou externe, que l'Argentine continue de rencontrer

./.

pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC, et sera communiquée au Conseil du commerce des marchandises le 31 août 2001 au plus tard, accompagnée:

- de la description des mesures que l'Argentine aura prises à ce jour et/ou prendra pour éliminer sa MIC restante;
 - d'un plan raisonnable de suppression progressive visant à éliminer sa MIC restante pour le 31 décembre 2003 au plus tard, compte tenu de ses besoins en matière de développement, de finances et de commerce; et
 - de l'engagement de présenter des rapports périodiques au Conseil du commerce des marchandises sur les progrès que l'Argentine aura accomplis vers la suppression progressive de sa MIC restante.
3. L'Argentine consultera le Conseil du commerce des marchandises au sujet de toute demande qu'elle présentera au titre du paragraphe 2 et au sujet de la mise en œuvre de son engagement de supprimer progressivement et d'éliminer sa MIC restante. Sur la base de ces consultations, le Conseil du commerce des marchandises fera droit à cette demande, le 5 octobre 2001 au plus tard, s'il est vérifié que ladite demande répond aux critères énoncés au paragraphe 2.
-